

Fonds des solutions climatiques axées sur la nature (FSCAN)

Appel de propositions ouvert pour les Premières Nations
2022-2023

DIRECTIVES À L'INTENTION DU DEMANDEUR

Les présentes directives décrivent les critères d'admissibilité et d'évaluation des propositions des Premières Nations pour atteindre les en ce qui concerne l'atteinte des buts et les objectifs de l'appel de propositions ciblé destiné aux Premières Nations dans le cadre du Fonds des solutions climatiques axées sur la nature (2022-2023).

Contexte

Les crises en matière de changements climatiques et de perte de la biodiversité sont toutes deux liées, et les solutions axées sur la nature sont essentielles pour aborder ces deux enjeux. Le gouvernement du Canada est déterminé à travailler de concert avec la nature pour renforcer sa résilience et aider le Canada à atteindre ses objectifs en matière de changements climatiques pour 2030 et 2050.

Pour faire face aux changements climatiques et à la perte de biodiversité, le gouvernement du Canada met sur pied le Fonds des solutions climatiques naturelles, qui investira quatre milliards de dollars au cours des dix prochaines années dans les initiatives suivantes :

- Le programme **Accroître les forêts canadiennes**, dirigé par Ressources naturelles Canada (3,19 milliards de dollars);
- Le **Fonds des solutions climatiques axées sur la nature**, dirigé par Environnement et Changement climatique Canada (631 millions de dollars);
- Le programme **Solutions agricoles pour le climat**, dirigé par Agriculture et Agroalimentaire Canada (185 millions de dollars).

Le Fonds des solutions climatiques axées sur la nature (FSCAN) est un fonds de 631 millions de dollars d'une durée de 10 ans géré par Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) qui appuiera des projets de remise en état et d'amélioration des milieux humides, des tourbières et des prairies afin de capter et de stocker le carbone. Jusqu'à 36,9 millions de dollars sur 10 ans, à partir de 2021-2022, ont été affectés à la collaboration avec les communautés autochtones au moyen d'une approche fondée sur les distinctions.

Le volet Solutions climatiques axées sur la nature – Partenariats avec les Autochtones offrira du financement pour permettre aux peuples autochtones de jouer un rôle de leadership important en matière de solutions climatiques naturelles, dans le cadre de l’engagement du gouvernement du Canada envers la réconciliation.

Qu’entend-on par « solutions climatiques naturelles »?

L’Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) définit les solutions climatiques naturelles (aussi appelées solutions axées sur la nature) comme des « actions visant à protéger, gérer de manière durable et restaurer des écosystèmes naturels ou modifiés pour relever directement les défis de société de manière efficace et adaptative, tout en assurant le bien-être humain et en produisant des bénéfices pour la biodiversité ».¹

Au Canada, la conservation, la remise en état et l’amélioration de la gestion des forêts, des tourbières, des prairies, des terres cultivées, des zones côtières et des milieux humides contribueront à réduire nos émissions nationales de gaz à effet de serre (GES) et à augmenter notre résilience face aux changements climatiques.

Les peuples autochtones sont des partenaires importants pour réduire les émissions de GES en raison de leur rôle de gestionnaires des terres et de leur participation aux décisions de gestion des ressources et aux résultats de gestion des terres.

Le Programme pilote des gardiens autochtones distribuera les fonds du FSCAN consacrés aux initiatives dirigées par les Autochtones au moyen d’une structure de gouvernance fondée sur une approche individuelle. Pour les Premières Nations, le Groupe de travail conjoint (GTC) pilote du gouvernement fédéral et des Premières Nations sur les gardiens² sera responsable de déterminer conjointement les secteurs de financement prioritaire et les processus de sélection, de définir conjointement les critères d’évaluation et d’élaborer conjointement les méthodes d’évaluation pour les appels de propositions des Premières Nations dans le cadre du FSCAN.

Objectif et portée

ECCC aidera les organismes et les communautés autochtones à entreprendre des projets « sur le terrain » dirigés par les Autochtones pour la restauration écologique, l’amélioration de la gestion des terres et la conservation des milieux humides, des prairies, des terres agricoles et des forêts permettant de réduire et de capter les émissions de GES. Les projets de recherche et de renforcement des capacités autochtones sont également admissibles afin que les solutions climatiques axées sur la nature puissent être éclairées à la fois par les systèmes de connaissances autochtones et occidentaux.

Bien que la séquestration du carbone (l’élimination du le retrait de carbone présent dans l’atmosphère) ou la réduction des émissions de GES soient les principaux éléments du FSCAN,

¹ Plus de 170 pays sont membres de l’Union Internationale pour la Conservation de la Nature, dont le Canada.

² Le GTC est composé par huit Gardiens du Savoir des Premières Nations des différentes communautés du Canada et quatre représentants du gouvernement fédéral.

les projets financés devraient également maximiser les avantages connexes pour la biodiversité, l'amélioration de la résilience aux impacts climatiques et le bien-être humain.

Selon l'expérience de la première année de l'initiative du FSCAN et des commentaires du GTC pilote du gouvernement fédéral et des Premières Nations sur les gardiens, **pour la deuxième année de l'initiative, nous encourageons la présentation de demandes à présenter des projets axés sur le renforcement des capacités, la formation et les activités de planification en vue de l'élaboration de projets du FSCAN.**

Admissibilité

Qui peut présenter une demande?

Les organismes, gouvernements, particuliers, conseils, commissions, communautés, associations et autorités autochtones, y compris :

- les organismes sans but lucratif des Premières Nations;
- les conseils de district, les conseils des chefs et les conseils tribaux;
- les établissements universitaires, de recherche et d'enseignement des Premières Nations;
- les organismes à but lucratif des Premières Nations.

Les soumissions des organismes des Premières Nations qui sont déjà appuyés par le programme des Gardiens Autochtones peuvent avoir priorité. Également, les projets soumis par des organismes des Premières Nations qui visent à créer des opportunités significatives pour la participation des communautés des Premières Nations dans ces projets, pourraient avoir la priorité.

Les organisations, les gouvernements et les groupes des Premières Nations peuvent également présenter une demande dans le cadre d'autres volets du FSCAN dirigés par ECCC, Ressources naturelles Canada, Agriculture et Agroalimentaire Canada en collaborant avec des organisations non autochtones ou en présentant directement une demande dans le cadre du programme de deux milliards d'arbres d'Accroître les forêts canadiennes, offert par Ressources naturelles Canada, afin d'obtenir du financement pour des activités ou des projets complémentaires (y compris des activités de plantation d'arbres).

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les autres possibilités de financement fédéral, veuillez consulter l'annexe **Autres possibilités de financement fédéral pour des projets semblables au FSCAN.**

Terres admissibles

Les activités sur le terrain doivent avoir lieu au Canada.

Des activités peuvent avoir lieu sur le territoire domanial dans les cas où :

- les biens à installer, à améliorer ou à réparer n'appartiennent pas au gouvernement du Canada (p. ex. ouvrages de régularisation des eaux et de gestion des habitats dans les réserves nationales de faune);
- le territoire domanial fait l'objet d'un bail conclu avec une organisation non fédérale;
- le gouvernement du Canada autorise de telles activités.

Autorisations

Les demandeurs doivent obtenir toutes les autorisations nécessaires pour mener à bien les activités sur le terrain qui peuvent être requises de la part de la Première Nation concernée, de l'autorité de délivrance de permis ou du propriétaire foncier privé.

Projets admissibles

Voici une liste non exhaustive d'exemples de projets admissibles :

Planification : Appui de la conception et de la mise en œuvre de l'initiative du FSCAN.

Renforcement des capacités : Formation et renforcement des capacités dans les aspects techniques des approches de solutions climatiques naturelles.

Remise en état : remise en état de milieux humides endommagés (terres intérieures, côtières et tourbières) et des prairies indigènes pour séquestrer les GES dans les plantes et les sols. Les activités de remise en état devraient avoir lieu sur des terres pour lesquelles il y a une protection sous-jacente (plus de 30 ans) afin d'assurer l'investissement et le résultat de la réduction des émissions de GES;

Amélioration de la gestion des terres : Optimisation active des écosystèmes, comme la modification des pratiques de gestion et la restauration des écosystèmes perturbés dans les paysages urbains, périurbains et forestiers, afin d'accroître leur capacité de stockage de GES.

Conservation : Évitement de la dégradation des écosystèmes à forte capacité d'émissions de GES ou de leur perte et leur conversion à d'autres utilisations des terres, par exemple le drainage des milieux humides et l'élimination des forêts pour faire place au développement urbain ou industriel ou à de nouvelles terres cultivées.

Les projets sur le terrain axés sur la remise en état, l'amélioration de la gestion des terres et de la conservation des terres peuvent également comprendre des activités de planification et de renforcement des capacités.

Exclusions

Les projets qui sont exigés par la loi, la réglementation des lois, règlements ou la politique (p. ex. l'exigence d'une mesure d'atténuation pour l'approbation d'un aménagement ou d'un projet) ne sont pas admissibles au financement dans le cadre du FSCAN.

Avantages connexes

Les projets financés par le FSCAN seront axés sur l'optimisation de la séquestration du carbone dans la végétation et le sol, par exemple par l'utilisation d'espèces végétales particulières et de pratiques de gestion du sol. Toutefois, ces projets sont différents des autres programmes d'ECCC comme les aires protégées et conservées par les Autochtones (APCA) ou le Fonds autochtone pour les espèces en péril (FAEP), qui sont axés principalement sur l'établissement d'aires protégées pour réduire la perte de biodiversité ou sur le rétablissement des espèces en péril.

Les projets dirigés par les Autochtones dans le cadre du FSCAN peuvent également inclure d'autres objectifs pertinents pour les modes de vie traditionnels autochtones, comme l'augmentation de la disponibilité des plantes alimentaires traditionnelles. *Par exemple, un projet de restauration des milieux humides pourrait accorder la priorité à la production de sagittaire à larges feuilles, plutôt qu'à la sauvagine, comme avantages connexes.*

Voici une liste non exhaustive d'exemples d'avantages connexes :

- l'amélioration de l'accès aux écosystèmes naturels et semi-naturels pour permettre aux peuples autochtones d'exercer des pratiques culturelles traditionnelles, comme la récolte de plantes médicinales;
- l'amélioration de l'accès aux écosystèmes naturels et semi-naturels pour l'appréciation de la nature, la chasse, la pêche des coques à la palourde (dans les milieux humides côtiers);
- la remise en état et l'amélioration de la gestion de l'habitat essentiel des espèces en péril inscrites sur la liste fédérale ou des espèces prioritaires du FAEP;
- la remise en état et l'amélioration de la gestion de l'habitat des oiseaux migrateurs et d'autres espèces sauvages;
- l'amélioration de la lutte contre les inondations découlant de la remise en état et de l'amélioration de la gestion des milieux humides et des zones riveraines dans les paysages habités.
- la gestion des terres qui facilite l'adaptation aux changements climatiques.

Les avantages connexes pour la biodiversité, l'adaptation aux changements climatiques grâce à l'amélioration de la résilience climatique et le bien-être humain seront inclus dans les critères d'évaluation du projet.

Activités admissibles

Renforcement des capacités et planification

Voici les types d'activités qui seront appuyées dans le cadre de ce volet de financement pour des projets qui contribueront au renforcement des capacités :

- recherche;
- enquêtes;
- inventaires et surveillance;
- éducation et sensibilisation;
- renforcement des capacités et formation;
- formation sur les techniques de remise en état des écosystèmes conçues pour maximiser à la fois la séquestration du carbone et les avantages connexes;
- collecte et compilation de connaissances traditionnelles autochtones;
- évaluation de projet;
- élaboration, modernisation ou réorganisation de politiques, de programmes ou d'outils;
- élaboration d'autres outils de financement et de gouvernance pour le captage et le stockage des GES ou la conservation.

Activités sur le terrain

Voici une liste non exhaustive d'exemples précis d'activités de projets sur le terrain qui pourraient être appuyées :

- les activités de remise en état et de gestion des terres conçues pour séquestrer le carbone et offrir des avantages connexes pour soutenir les pratiques culturelles traditionnelles (p. ex. la récolte de plantes médicinales ou d'aliments traditionnels);
- Établissement de plantes des prairies vivaces à racines s'enfonçant profondément dans le sol où se trouvaient auparavant des prairies naturelles;
- la plantation de couloirs riverains importants avec une végétation vivace (herbacée/arbuste/arbre);
- le rétablissement des régimes d'inondation et de la végétation dans les milieux humides dégradés (eaux douces, estuaires et tourbières) et l'accroissement de la séquestration du carbone atmosphérique dans la végétation et les sols;
- l'amélioration de la gestion des terres pour réduire les émissions et accroître la séquestration du carbone;
- l'évitement de la dégradation ou de la conversion d'écosystèmes qui stockent d'importantes quantités de carbone et qui présentent un risque élevé de faire l'objet d'autres usages qui entraîneraient la libération du carbone qu'ils ont stocké, comme la conversion des forêts, des prairies ou des milieux humides, au moyen d'activités de conservation à long terme;
- la protection des écosystèmes dégradés et la suivie d'une mise en œuvre ultérieure d'activités de remise en état destinées à accroître la séquestration et le stockage du carbone par ces écosystèmes. Les terres restaurées pourraient éventuellement devenir des aires protégées et conservées par les Autochtones.

Tous les bénéficiaires de fonds destinés aux activités de longue durée sur le terrain (remise en état, amélioration de la gestion des terres, conservation) devront affecter des ressources dans leur budget de projet à la collecte et à la présentation de données de projet à l'appui de la quantification des GES.

Montants demandés

Il n'y a pas de montant minimal ou maximal pour les projets en 2022-2023.

Quels frais peuvent être couverts ?

Les dépenses admissibles engagées dans le cadre de la réalisation du projet peuvent comprendre ce qui suit :

- les dépenses liées aux ressources humaines, y compris les salaires et les avantages sociaux;
- les frais de gestion et des services professionnels, notamment la comptabilité, la surveillance, les communications, la traduction dans les langues officielles, la vérification et les frais juridiques;
- les frais d'hébergement, de déplacement (y compris les frais sur le terrain), d'événements ou de conférences payés aux termes de la Directive sur les dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements du Secrétariat du Conseil du Trésor;
- les coûts du matériel et des fournitures;
- les coûts d'impression, de production et de distribution;
- l'achat ou la location d'équipement et d'immobilisations;
- les frais de location de locaux à bureaux;
- les frais de location et d'utilisation des véhicules;
- les frais des entrepreneurs tenus d'exécuter des activités liées au projet, y compris des activités liées à la quantification du carbone;
- les frais afférents à l'acquisition de terres ou à d'autres moyens de préservation des terres (p. ex. baux, servitudes, clause restrictive);location, convention, servitude);
- une part raisonnable (10 % ou moins) des frais généraux ou administratifs directement attribuables à la réalisation du projet;
- toute taxe sur les produits et services (TPS) ou taxe de vente harmonisée (TVH) [seulement la portion non remboursable de la TPS et de la TVH et toute taxe de vente provinciale (TVP) [seulement la portion non remboursable par les provinces].

Durée des projets

Les projets auront une durée d'un an, et pourront être renouvelés selon les résultats obtenus et l'achèvement des activités et devront être terminées au plus tard le 31 mars 2023.

Besoins en financement

- Les rapports sur les projets doivent démontrer leur capacité de mener à bien les l'achèvement des activités ciblées et l'atteinte des résultats dans les délais prévus dans l'entente de contribution.

Les projets devront expliquer clairement comment ils capteront d'importantes

- Le demandeur devra fournir une explication claire de la façon dont son projet permettra la capture de quantités de carbone ou empêcheront la libération d'importantes quantités de carbone.
- Pour les projets de renforcement des capacités et de planification, le demandeur doit fournir une explication claire de la façon dont son projet contribuera à l'élaboration d'un projet, d'un outil, d'une politique ou d'un programme du FSCAN qui permettra de capter ou de réduire les émissions de GES à long terme.
- Les projets peuvent être des activités supplémentaires aux fondées sur la nature s'ajoutant à des projets existants pour réduire les émissions ou optimiser le captage et le stockage du carbone naturel, tout en assurant la compatibilité avec les avantages pour la biodiversité. Des activités entièrement nouvelles peuvent être appuyées si le demandeur peut démontrer sa capacité de mener à bien le projet dans les délais prévus dans l'entente.

Exigences en matière de rapports

Pour tous les projets

Le Secrétariat communiquera avec les bénéficiaires pour organiser une réunion de mi-exercice sur l'avancement du projet afin de s'assurer que celui-ci est sur la bonne voie. Les bénéficiaires doivent également remplir un rapport de fin d'année.

Il est recommandé de prévoir au moins une semaine de travail dans le plan de travail du projet afin de respecter les exigences en matière de rapports.

Pour les projets de planification ou de renforcement des capacités

Les projets devront faire l'objet de rapports sur la façon dont ils contribuent à l'actualisation, à l'élaboration ou à la mise en œuvre de politiques, de programmes ou d'outils ou à l'élaboration de projets futurs du FSCAN qui entraîneront :

- la réduction des émissions de GES en raison de la conservation des écosystèmes ou de la conversion évitée pour d'autres utilisations;
- l'augmentation du captage du carbone résultant de la remise en état accrue des écosystèmes;

- l'adoption accrue de pratiques améliorées de gestion des terres qui réduisent les émissions ou optimisent le captage et le stockage des émissions de GES grâce aux pratiques résultant de solutions axées sur la nature au Canada.

Pour les projets sur le terrain

Les exigences de déclaration des émissions de GES sont nécessaires pour que la valeur d'atténuation des solutions climatiques axées sur la nature appuyées par le FSCAN puisse être démontrée et que les réductions ou la séquestration accrue des émissions de GES réalisées par les projets puissent être incluses à l'appui des cibles de réduction des émissions du Canada pour 2030 et 2050. Bien que les rapports n'incluent pas spécifiquement la reconnaissance des connaissances autochtones, nous encourageons les bénéficiaires à fournir et à indiquer leurs points de vue autochtones dans le cadre du processus de production de rapports afin qu'il puisse être amélioré à l'avenir.

Pour les projets de longue durée sur le terrain, les exigences en matière de rapports comprendront l'information les renseignements sur le site du projet et les données requises pour la quantification des GES et l'intégration dans la déclaration nationale des GES à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Tous les demandeurs sélectionnés qui mènent des activités sur le terrain de longue durée devront fournir les données et les renseignements nécessaires pour appuyer la déclaration des émissions de GES et indiquer dans leur budget de projet les ressources qui appuieront cette exigence de déclaration. La déclaration des émissions de GES peut exiger des activités sur le terrain, comme le prélèvement d'échantillons de sol pour mesurer le carbone organique du sol (COS) ou la détermination du type de milieu humide et de la fréquence des inondations. Par conséquent, les demandeurs devront affecter à ces activités des fonds suffisants de leur budget de projet à de telles activités, soit au moins 2 à 5 %, et idéalement pas plus de 10 %.

Veuillez consulter la Déclaration des émissions de GES pour plus de détails.

Date limite pour faire une demande

L'appel ouvert commencera le 30 novembre 2021 et se terminera le 17 janvier 2022. Les demandeurs auront jusqu'au 17 janvier 2022 à 23 h 59 (HNP) pour présenter leur proposition. Les propositions en retard seront rejetées.

Les dossiers de proposition doivent être soumis avant la date limite à l'adresse gardiensautochtones-indigenousguardians@ec.gc.ca.

Coordonnées

Veuillez envoyer un courriel à la boîte aux lettres du Programme pilote des gardiens autochtones à l'adresse gardiensautochtones-indigenousguardians@ec.gc.ca.

Annexe : Autres possibilités de financement fédéral pour des projets semblables au FSCAN

Deux milliards d'arbres : Pour les projets axés sur la remise en état des forêts par grâce à la plantation d'arbres, consultez la page Web du [programme](#). Notez toutefois que les projets de conservation forestière ou les projets visant à adopter des pratiques de gestion améliorée comportant des avantages pour la biodiversité et le carbone pourraient correspondre au FSCAN.

Fonds pour l'infrastructure naturelle : Pour les projets axés sur la remise en état des écosystèmes dans le but de réduire les risques climatiques et d'améliorer la résilience d'une communauté, consultez le communiqué de presse [Le gouvernement du Canada annonce le nouveau Fonds pour l'infrastructure naturelle](#) pour obtenir de plus amples renseignements sur le financement d'Infrastructure Canada pour l'infrastructure naturelle. Notez toutefois que les projets de remise en état des milieux humides axés sur les résultats en matière d'habitat et de réduction des émissions pourraient correspondre au FSCAN.

Fonds d'action et de sensibilisation pour le climat : Pour les projets axés sur l'avancement des sciences et des technologies climatiques, le soutien de la sensibilisation des jeunes au climat et le soutien de la recherche climatique dans les universités et les groupes de réflexion canadiens, consultez la page Web [Fonds d'action et de sensibilisation pour le climat](#).

Programme Solutions agricoles pour le climat : Pour les projets axés sur les cultures de couverture, le pâturage en rotation ou la gestion de l'azote, consultez le [communiqué de presse d'Agriculture et Agroalimentaire Canada](#). Notez toutefois que les projets de conservation et de remise en état des prairies comportant des avantages pour l'habitat et le carbone pourraient correspondre au FSCAN.

Vous trouverez également d'autres possibilités de financement, y compris des renseignements sur les demandes, sur la [page Web des programmes de financement d'ECCC](#).